

Quelles recompositions des formes de représentations professionnelles agricoles en France ?

Denis Pesche
Sociologue - CIRAD¹

Cette communication s'inscrit dans le constat relativement partagé d'une « crise » de légitimité du modèle de développement agricole des dernières décennies, avec la remise en question (partielle) des pratiques de cogestion et une période de réformes importantes des politiques agricoles². Cette « crise »³ touche aussi les institutions agricoles qui ont largement contribué à forger ce modèle. Ce climat général n'est sans doute pas spécifique au monde agricole, et la « crise de la représentation » est souvent évoquée dans d'autres milieux professionnels voire, de façon plus large, pour la société française et européenne dans son ensemble⁴.

Pour le secteur agricole français, on a l'habitude de parler d'un « modèle dominant » dont les heures de gloire seraient liées aux « vingt glorieuses » de l'agriculture, depuis les lois d'orientations de 1960 et 62. Différents qualificatifs sont mobilisés pour évoquer ce modèle : modèle modernisateur⁵, modèle de développement fondé sur l'intensification du travail familial⁶, référentiel centré sur la production (« l'agriculteur-producteur »)⁷, plus communément qualifié de « productiviste ». L'inadéquation de ce modèle est assez généralement reconnue, ceci depuis plusieurs années : « Les agriculteurs vivent actuellement un divorce entre une forme de réussite professionnelle, répondant à un modèle conçu à l'époque où nous étions déficitaires et qui amène à produire toujours plus, et les exigences présentes de la société et de l'économie »⁸. Le pluralisme syndical, pourtant

¹ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Unité de Recherche ARENA (Action collective, Marchés et Renovation des Politiques Publiques), TA 60/15 ; 73 rue J-F. Breton F- 34398 Montpellier Cedex 5, denis.pesche@cirad.fr

² Les publications évoquant les différentes facettes de cette « crise agricole » sont légion : parmi celles-ci, on peut noter, Dupré J-Y, Yries S, 1991, *La crise agricole*, La documentation française (Notes et études documentaires n°4930), Paris, , Hervieu B, 1993, *Les champs du futur*, Paris: Editions Julliard, 172 pp. ; Charvet J-P, 1994, *La France agricole en état de choc*, Paris: Editions Liris, 223 pp. ; Fouilleux E, 2003, *La politique agricole commune et ses réformes : une politique à l'épreuve de la globalisation*, Paris: L'Harmattan (Logiques politiques), 402 pp. ; Lemery B, 2003, "Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture", in *Sociologie du Travail* n°45, pp 9-25.

³ L'usage du mot crise est probablement peu approprié dans la mesure où la période d'effritement de la légitimité du syndicalisme agricole majoritaire (FNSEA/CNJA) semble s'étaler depuis près de 20 ans,

⁴ Grossman E, Saurruger S, 2006, "Les groupes d'intérêts au secours de la démocratie ?" in *Revue française de science politique* Vol.56 n°2, pp 299-321.

⁵ Fouilleux, E., *ibid.*, p 86.

⁶ Coulomb P, Nallet H, 1980, *Le syndicalisme agricole et la création du paysan modèle*, CORDES, INRA 81 pp

⁷ Brun G, 2006, *L'agriculture française à la recherche d'un nouveau modèle*: L'Harmattan (Logiques politiques), 346 pp.

⁸ Hervieu, *ibid.*, p 84.

durablement installé dans le paysage, ne semble pas en mesure de favoriser l'émergence d'un modèle alternatif recevable par la majorité des agriculteurs : le syndicalisme majoritaire continue, contre vents et marées, de tenir les rênes des institutions agricoles comme le confirme les dernières élections aux Chambres d'agriculture début 2007.

Dans ce cadre général (déficits de légitimité du modèle dominant⁹, réformes des politiques agricoles, transformations structurelles de l'agriculture, évolution de ses rapports à la société), cette communication cherche à porter un regard sur les évolutions des mécanismes de représentations professionnelles et de la recomposition du champ des organisations professionnelles agricoles (OPA). L'idée générale défendue dans cette communication est que *le paysage troublé et fragmenté de la représentation des agriculteurs porte en lui des germes et dynamiques de recomposition dont les effets ne sont pas forcément très perceptibles*. Cette communication s'intéresse plus particulièrement aux recompositions des représentations professionnelles, dans le double sens d'« images » de la profession, mobilisées dans les processus de construction des groupes¹⁰ mais aussi de mécanismes, d'institutions et de personnes investies de la fonction de représentation des agriculteurs¹¹. Dans cette optique, le positionnement que j'adopterai est de considérer les groupes comme des construits sociaux : à la vision naturaliste et substantialiste, qui verrait dans les groupes des ensembles relativement stable constitué d'unités partageant des caractéristiques communes, je préférerai la vision constructiviste qui privilégie l'analyse du travail récurrent de formation des groupes, rarement stabilisé, et qui, dans le cas des agriculteurs, mobilise souvent l'apparent paradoxe de l'unité et de la diversité¹².

Pour avancer dans cette réflexion, je m'appuierai sur deux études de cas très différentes sans visée comparative particulière :

- La première concerne une association spécialisée souvent estimée comme dominante et puissante, l'Association générale des producteurs de blé (AGPB). A travers une analyse sur le temps long (1920 – 1990¹³) d'une organisation nationale, on s'attachera à montrer comment cette organisation a pu contribuer à constituer les fondements matériels mais aussi symboliques de la figure de l'entrepreneur agricole, qui constituera un des piliers du modèle dominant, aujourd'hui en crise.
- La seconde concerne un cas très spécifique et localisé d'une organisation d'éleveurs dans l'Aveyron (la SA4R), récemment créée (1996) et qui constitue probablement un exemple, à l'échelle locale, des mécanismes de recomposition de l'identité professionnelle agricole et donc du champ des OPA.

⁹ On n'abordera pas dans cette communication des différentes dimensions de cette crise de légitimité que Guilhem Brun identifie bien sous forme de 10 « failles » ou dissonances dans le modèle agricole productiviste (Brun G., *op cit.*, p 101 et 102).

¹⁰ Ce peut être l'image que les agriculteurs ont de leur métier, celle qu'ils souhaitent véhiculer à l'extérieur mais aussi les images que les non agriculteurs se font de l'activité agricole.

¹¹ Boltanski L, 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris: Les éditions de Minuit, p 57-58.

¹² Cette position s'inspire en grande partie des travaux de Luc Boltanski sur les cadres qui a analysé comment « l'existence des représentations dominantes, dont une des fonctions est de renforcer la cohésion du groupe en fournissant aux agents des points saillants par référence auxquels ils puissent s'orienter (...) semble ainsi perpétuellement menacée (...) ». Il s'agissait de « comprendre comment le groupe reproduit ses différences internes tout en conservant une forme d'unité (...) » et pour cela décortiquer les mécanismes de « la cohésion par le flou ou (...) chacun peut se sentir ainsi à la fois en concurrence avec tous et, sous d'autres rapports, se percevoir comme incommensurable » : Boltanski, *op. cit.*, Boltanski L, 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris: Les éditions de Minuit, 523 pp. 463 à 489.

¹³ Cette date correspond en gros à la période d'analyse explorée dans ma thèse. Pesche D, 2000, *Le syndicalisme agricole spécialisé en France : entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliances*, Paris: L'Harmattan (Logiques politiques), 368 pp.

En guise de conclusion, je chercherai à identifier des pistes de réflexion et d'analyse sur les dynamiques de recomposition des OPA en France, en relation avec les transformations plus globales de nos sociétés et les évolutions de la modernité.

I. L'AGPB : genèse et développement de la figure de l'entrepreneur agricole

Dans l'agriculture française, les associations spécialisées de grandes cultures (AGPB, CGB) incarnent relativement bien la figure de la performance économique, et ceci depuis de nombreuses décennies. De création antérieure à la celle du syndicalisme agricole général¹⁴ puis parties prenantes de ce syndicalisme, ces associations spécialisées ont joué un rôle important dans la construction de l'identité professionnelle agricole associé au modèle agricole français dominant.

Les racines du modèle de l'entrepreneur agricole

De façon schématique, on peut dire que les associations spécialisées de grande culture, parmi lesquelles l'AGPB tient une place centrale, ont été porteuses de l'émergence et la consolidation du « modèle de l'entrepreneur agricole »¹⁵ qui jouera un rôle important dans le modèle de modernisation agricole français et dans les mécanismes de l'hégémonie syndicale autour de ce processus. Cette figure de l'entrepreneur agricole comporte deux composantes qui fondent sa légitimité :

- Une composante technique, fondée sur la longue expérience de l'engagement des grands cultivateurs dans le « progrès technique ».
- Une composante économique, fondée sur l'engagement de l'AGPB dans la défense du marché du blé et dans son organisation progressive via le mouvement coopératif et l'Office du Blé (engagement contradictoire car opposition frontale au projet porté par le front populaire puis engagement sans réserve dans son fonctionnement après la guerre).

L'histoire de l'AGPB est jalonnée d'étapes importantes dans ces deux domaines.

Sur le plan technique, on soulignera

- Dans les années 30, l'engagement de plusieurs dirigeants céréaliers dans les travaux sur la comptabilité agricole et la mise en place de l'Office de comptabilité de Soissons.
- Dans les années 1940, mise en place de la première taxe parafiscale sur les céréales, via l'ONIC, qui deviendra après guerre un des mécanismes privilégiés du dispositif de financement de l'action technique pour accompagner la modernisation des exploitations.
- Au début des années 1950, l'expérience des villages témoins où l'AGPB, en partenariat avec les pouvoirs publics, cherchera à démontrer la pertinence d'actions techniques visant à améliorer les rendements en céréales et fourrages.

¹⁴ La plupart des associations spécialisées se créent dans les années 1920-30 alors que la FNSEA se constitue comme telle en 1946, même si le syndicalisme agricole général existait, quand à lui, depuis la fin du XIX^e siècle. Cette question des articulations entre le syndicalisme spécialisé et général est largement abordé dans Pesche, D, 2000, *op. cit.*

¹⁵ Cette notion de « modèle de l'entrepreneur agricole » est une autre expression pour désigner le modèle socio-politique centré sur l'entreprise agricole, Coulomb P., in Coulomb P, Delorme H, Hervieu B, Jollivet M, Lacombe P, 1990, *Les agriculteurs et la politique*, Paris: Presse de la FNSP, 594 pp. p 154.

- A la fin des années 1950, la création de l'institut technique des céréales et des fourrages (ITCF) qui produira des références techniques et économiques pour alimenter l'appareil de conseil agricole en forte expansion dans les années 1960.

Sur le plan économique on soulignera :

- Dans les années 1930, l'engagement des responsables céréaliers dans la construction du mouvement coopératif et dans l'adoption de mesures de politiques visant à réguler le marché du blé par une action sur les importations et la diversification des débouchés.
- Après la libération, un fort engagement des dirigeants céréaliers dans la gestion des marchés à travers l'ONIC mais aussi dans la construction de l'Europe agricole, envisagée dès les années 1920 comme le débouché naturel et à fort potentiel de croissance des céréales françaises.
- L'influence importante des céréaliers dans l'analyse économique du syndicalisme agricole général avec le poste de président de la commission économique de la FNSEA statutairement confié au président de l'AGPB.

Aux différentes étapes de construction de cette influence, on retrouve fréquemment :

- Une conjonction d'initiatives articulées entre les responsables agricoles et les pouvoirs publics (proximité, réseaux d'anciens ingénieurs agronomes,...), qui conforte la légitimité des responsables agricoles des régions de grande culture comme les acteurs principaux et légitimes d'une modernisation nécessaire.
- La mise en place de dispositifs et d'outils qui vont « incarner » l'excellence technique et la performance économique : centres de gestion, instituts techniques,... Ces dispositifs instituent des pratiques en accord avec le référentiel modernisateur et en permettent le développement à plus vaste échelle. Ils contribuent aussi à étendre l'idée d'une rationalisation de l'activité agricole en « transformant » l'exploitation agricole en entreprise.

Les « vingt glorieuses » de l'agriculture française et l'établissement d'un modèle hégémonique

La construction du « syndicalisme moderne »¹⁶ et la mise en place de la cogestion après les lois d'orientation agricole (1960-62) peuvent s'analyser en partie par un pacte entre les responsables agricoles, représentants les régions de grandes cultures, et les jeunes responsables agricoles, issus en grande partie de la Jeunesse agricole catholique (JAC), représentant plutôt les régions d'élevage. Cette période (1960-1980) correspond dans une certaine mesure à la *généralisation* du modèle de l'entrepreneur agricole à l'ensemble du monde agricole français, et en particulier aux éleveurs. Cette alliance entre céréaliers et éleveurs s'incarnera dans des dispositifs originaux comme par exemple le Fond national de développement agricole (FNDA¹⁷) et le Fond de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs

¹⁶ Coulomb et Nallet, *op. cit.*

¹⁷ Mis en place en 1966 mais qui prolonge des fonds institués pour soutenir le « progrès technique » au lendemain de la libération. Le FNDA, via l'ANDA, financera des actions de développement dans toutes les régions, sur la base principalement de taxes prélevées sur les céréales

(FSCE)¹⁸ qui incarnent l'alliance entre céréaliers et éleveurs dans cette voie de modernisation¹⁹).

Vers une fragmentation de la représentation des intérêts ?

L'émergence d'une défense spécifique des intérêts économiques (depuis les années 1920) s'est tout d'abord construite dans une relation complexe avec le syndicalisme général : d'un côté, (1) la prise en compte d'intérêts spécifiquement liés à un produit (et donc souvent à une ou plusieurs régions) a induit une dissociation progressive de l'économie par rapport aux questions sociales/politiques (concomitant à l'émergence de marchés agricoles progressivement régulés par les pouvoirs publics) et, (2) d'un autre côté, cette défense d'intérêts spécifiques n'a pas pu s'effectuer sans une articulation étroite (relation de dépendance réciproque) avec d'autres producteurs au sein du syndicalisme général. L'économie est assimilé à la filière, au produit et le syndical/politique reste attaché au territoire (les deux dimensions structurelles de la FNSEA).

L'articulation de ces dynamiques parfois contradictoires semble constituer un mode intéressant de lecture dans le temps des dynamiques syndicales : on constate que la figure de l'entrepreneur agricole a été d'abord intégratrice (depuis les années 1950 avec la modernisation de l'agriculture et des filières d'élevage)²⁰ puis excluante (depuis les années 1980, où il s'agissait alors de définir qui était un « vrai » agriculteur pour la réforme des politiques). Au repli de la catégorie des « agriculteurs professionnels » se rajoutent les logiques centrifuges des associations spécialisées ou défendant des intérêts localisés (les bretons) qui, tout en préservant leurs liens avec le syndicalisme général, déploient des stratégies spécifiques pour influencer les décisions publiques²¹.

Ces logiques de fragmentation n'entraînent pourtant pas de bouleversements importants des organisations d'agriculteurs agricoles. On assisterait plutôt à des évolutions localisées, des innovations situées qui recomposent par petites touches le paysage des OPA, sans que des formes alternatives de représentation émergent clairement à l'échelle nationale.

II. Eleveurs de veaux d'Aveyron : un nouveau métier ?²²

L'Aveyron est un département où l'élevage domine : 90% des livraisons agricoles proviennent du secteur animal (bovins et ovins principalement). La filière bovin viande représente 30% du chiffre d'affaire agricole aveyronnais et concerne près de 60% des exploitations (données 2004). Ce département est assez exemplaire de l'histoire de la

¹⁸ Mis en place en 1970 et abondé par une taxe sur les céréales. Ce fond financera principalement des ateliers d'aval des filières animales, en générales fortement consommatrices de ...céréales.

¹⁹ Eve Fouilleux parle de compromis fondateur professionnel en évoquant la définition de prix garantis élevés pour les céréales au tournant des années 1960/1970 (Fouilleux, *op. cit.*). Sur le détail des instruments incarnant ce compromis, voir Pesche, *op. cit.*, p 195-204.

²⁰ Pesche, *op. cit.*, p 332-335.

²¹ Fouilleux, *op. cit.*, p 122 à 130.

²² Ces éléments ne sont pas issus d'un travail de recherche « classique » mais d'une intervention en formation réalisée en partenariat avec cette organisation d'éleveur dans l'Aveyron depuis quatre ans. Deux semaines par an, j'ai accompagné un groupe d'étudiant du CNEARC en réponse à une demande formulée par cette organisation. De part sa nature (une demande « réelle »), ce travail à vocation principalement pédagogique comportait des échanges très étroits avec les éleveurs aveyronnais qui nous ont permis de partager en profondeur leurs craintes et leurs espoirs.

modernisation agricole française : il a été le siège du développement important d'une filière bovins-lait dans une région traditionnellement orientée vers la viande (veau de boucherie)²³. L'Aveyron est un département de structures de taille moyenne qui a longtemps cherché à favoriser les installations agricoles (environ 300 par an dans les années 90, environ 160 actuellement). Il constitue depuis plusieurs décennies un des « bastion » du syndicalisme général et a fourni régulièrement de grands leaders paysans aux OPA nationales²⁴.

Genèse d'une démarche qualité

Au début des années 1990, des éleveurs engagent une démarche de qualité faisant adopter un label « Veau d'Aveyron et du Ségala » soutenu par une Interprofession spécifique (IRVA²⁵). Cette création de Label avait pour finalité de valoriser la qualité du produit mais ne s'était alors pas traduit par une hausse significative du prix d'achat des veaux qui continuaient à être commercialisés principalement sur les foires aux bestiaux locales²⁶.

Suite à des contacts directs entre quelques éleveurs et un représentant de la grande distribution (Auchan), quelques expériences pilotes sont tentées en 1995 avec la commercialisation de quelques veaux par semaine. En 1996, dans le contexte de la crise de la vache folle, les liens avec Auchan se resserrent et une charte est signée entre le distributeur, un abattoir privé situé à Castres (Bigard) et les éleveurs : elle stipule que chaque acteur de la filière doit avoir une rémunération équitable, que chacun s'engage dans la promotion du produit et que la concertation est régulière pour faire le point ensemble. Les éleveurs à l'initiative de cette démarche décident de faire appel à tous les éleveurs de veaux d'Aveyron pour relever le défi de ce marché émergent. Le représentant d'Auchan estime alors qu'il pourrait acheter près de 300 veaux par semaines. Plus de 400 éleveurs sont invités à participer à une réunion fondatrice : 160 répondront présent pour constituer une société anonyme, la SA4R (les quatre R signifiant : Responsabilité, Rigueur, Régularité et Réussir).

Une organisation commerciale efficace

En 2006, les résultats de la SA4R ont un impact économique significatif : 12 000 veaux vendus en 2006 (1 800 en 1996) dont 85% par la filière Auchan, le prix du veau est passé de 900 à près de 1100 € depuis 1996, près de 600 éleveurs livrent une partie de leurs veaux à la SA4R (soit les trois quarts des éleveurs produisant du veau en label), un chiffre d'affaire annuel de 20 millions €.

La SA4R est organisée de façon pyramidale : la société est pilotée par un conseil d'administration²⁷ : chacun des 11 administrateurs est responsable d'un secteur géographique définit (un à trois cantons) et gère les commandes attribuées à ce secteur. Il répercute cette demande sur des « responsables de secteur » (34 au total) qui sont chacun

²³ Les jeunes responsables issus de la JAC prennent les commandes de la FDSEA en 1956 et s'impliquent dans le développement d'une filière lait (création d'une coopérative en 1959, pression sur les industriels,...), Ariaux E, 1978, *La mutation des productions animales bovines en Aveyron de 1950 à 1975 : le syndicalisme en action*, INRA - CORDES, Paris, 131 pp.

²⁴ Parmi les plus connus, on peut évoquer Marcel Bruel, compagnon de route de Michel Debatisse et, plus récemment, Raymond Lacombe, président de la FNSEA de 1986 à 1992.

²⁵ <http://www.irva.asso.fr/irva.htm>

²⁶ Le marché du veau était alors (et reste encore en partie) essentiellement orienté vers l'Italie. Deux dévaluations successives de la lire italienne en 1993 et 1994 ont accentué une baisse des prix d'environ 25% entre 1989 et 1995, limitant l'effet qu'aurait pu avoir une politique de qualité. Le veau de label représente environ 8% du marché du veau en France : le label spécifique « Veau d'Aveyron » représente environ 1%.

²⁷ Le conseil d'administration est présidé par Pierre Bastide, considéré par beaucoup comme l'animateur et le moteur du conseil d'administration et donc de la société.

en contact direct avec une quinzaine d'éleveurs environ. Grâce à un étalement progressif des vêlages, les éleveurs sont en mesure de répondre très rapidement à des commandes régulières tout au long de l'année.

Les éleveurs de la SA4R ont décidé de ne pas avoir recours à des salariés : échaudés par le sentiment de perte de contrôle sur les coopératives agricoles, les éleveurs ont pris l'option de gérer eux-mêmes leur organisation. Cela passe d'abord par une très forte implication des administrateurs mais aussi de beaucoup d'éleveurs aux différentes échelles de l'organisation.

Au-delà de cette indéniable réussite économique, il est intéressant d'observer d'autres évolutions liées à la dynamique globale de la SA4R.

La redynamisation du tissu rural local

Le dynamisme et l'originalité de la SA4R tranchent dans le paysage habituellement morose et plutôt crispé des organisations agricoles. La SA4R se démarque du syndicalisme agricole, toutes tendances confondues, par ses relations « positives » avec la grande distribution²⁸ et par son choix de rester totalement contrôlée par les éleveurs (pas de salariés). Au-delà de ces spécificités, contribuant déjà à elles seules à forger une identité particulière, il est intéressant d'essayer de cerner les contours des transformations que cette organisation semble avoir généré dans son milieu.

Le premier élément d'observation porte sur l'expérience d'animation commerciale réalisée par les éleveurs dans les magasins Auchan. La Charte initiale passée entre les trois partenaires de cette filière précisait l'importance d'une politique conjointe de promotion du produit. Peu de temps après la création de la société, les éleveurs ont commencé à réaliser des animations dans les supermarchés de la chaîne (48 animations en 1997, 202 en 2002, 260 en 2006). A première vue, cette pratique ne semble pas spécialement novatrice, tant l'image de l'authenticité des produits de terroir fait maintenant partie de la palette des stratégies de marketing de la grande distribution. Ce qui est nouveau, c'est la façon dont la SA4R a développé cette pratique et l'a progressivement intégré comme un moment d'ouverture et de prise de distance de l'éleveur par rapport à son contexte quotidien. La plupart des 118 magasins du groupe Auchan qui vendent du veau d'Aveyron sont plutôt situés au Nord de la France : en participant directement à des animations, les éleveurs découvrent d'autres réalités sociales (« *on se rend compte que les gens n'ont pas toujours les moyens d'acheter notre veau* »), discutent avec les consommateurs et rendent compte de leur séjour à leurs collègues (« *les éleveurs font un compte-rendu de leur animation, c'est une sorte de sondage en grande nature sur le regard des consommateurs* »). Les éleveurs prennent conscience que les consommateurs reconnaissent et apprécient leur produit et la façon de le produire.

Alors que les OPA (syndicats et coopératives agricoles) ont toujours constitué des structures d'intermédiation entre les producteurs et le reste de la société, cette nouvelle sociabilité par le contact *direct* entre éleveurs et consommateurs fait sens pour les éleveurs (« *Je comprend que notre métier a du sens* »). A travers cette relation de face-à-face avec le consommateur de leur produit, les éleveurs peuvent repositionner leur activité dans la société alors qu'ils vivaient auparavant plutôt « repliés » sur leur ferme. Cet engagement spécifique dans un marché *moins anonyme* fait prendre conscience aux éleveurs des conséquences de leurs pratiques et attitudes personnelles sur le dynamisme de ce même marché.

²⁸ Cette attitude contraste avec les rapports généralement « musclés » qu'à entretenus la FNSEA avec la grande distribution et plus généralement l'aval des filières (voir en particulier Luneau G, 2004, *La forteresse agricole : une histoire de la FNSEA*, Paris: Fayard, 855 pp.)

Dans les marchés de masse, le producteur est principalement un fournisseur de matière première qui se sépare de son produit et s'en remet à d'autres pour sa mise en marché et sa valorisation : le marché est vécu comme extérieur et le producteur en parle à la troisième personne. Dans cette expérience vécue par les éleveurs aveyronnais, le producteur est associé, partiellement, à la production de liens sociaux constitutifs de la construction du marché (la relation avec le consommateur) : il en devient un acteur et le marché n'est pas vécu comme une chose anonyme qu'on subirait mais comme un processus dans lequel chacun a son rôle à jouer. Cette forme d'engagement « dans » le marché transforme la relation à l'autre : alors que le monde agricole s'est structuré sur la longue durée dans une opposition, souvent entretenue, avec la ville, le consommateur, qui peut devenir le client de produits touristiques locaux, quitte le statut d'inconnu (qui habite la ville, qui « profite » des 35h,...) pour devenir celui par lequel on reconstruit une nouvelle identité professionnelle (fin de l'agrarisme avec le développement séparé de l'agriculture,...). Cette prise de conscience n'est pas nouvelle et correspond à de nombreuses initiatives prises par des agriculteurs et des « entrepreneurs ruraux » dès les années 1970. Ce qui change ici, c'est l'institutionnalisation de cette pratique par une organisation d'éleveurs qui permet des impacts à une échelle significative (600 éleveurs touchés sur 800 produisant en label).

La fierté retrouvée et le dynamisme d'un marché qu'ils contribuent à entretenir génèrent, chez certains éleveurs, d'autres initiatives en milieu agricole et rural (gîtes ruraux, accueil à la ferme, partage du travail,...). Par exemple, les responsables de la SA4R estiment que les animations réalisées dans les grandes surfaces et différentes animations commerciales leur permettent d'avoir un contact direct avec plusieurs centaines de milliers de familles par an. Ils pensent ainsi pouvoir drainer une clientèle vers des gîtes ruraux valorisant du bâti agricole souvent en déshérence. Localement, plusieurs groupes informels d'éleveurs expérimentent de nouvelles formes de travail ou de partage de matériel en commun pour réduire la charge de travail, perçue comme la barrière principale pour l'installation des jeunes. Le discours du développement durable prend sens chez certains producteurs (nouvelle identité professionnelle ; pas seulement le producteur performant sur le plan technico-économique mais aussi le producteur/citoyen conscient des tensions qui traversent la société et agissant localement et au-delà²⁹). Ces initiatives ne sont bien sûr pas automatiquement liées mais tout se passe comme si la dynamique insufflée par la SA4R donnait de la confiance aux éleveurs et accroissait leur capacité d'initiative, installant une sorte de cercle vertueux porteur d'initiatives de nature diverses.

III. Quelques pistes pour la réflexion sur les recompositions dans le champ des OPA

Ces deux histoires peuvent être considérées comme des archétypes de formes d'organisation et de construction des identités professionnelles agricoles mobilisant l'engagement dans l'activité économique. La première, l'AGPB, incarne sur la longue durée la force et la prégnance de la figure de l'entrepreneur agricole. La seconde, beaucoup plus récente, pourrait illustrer un des processus de recomposition à l'œuvre dans le monde agricole.

²⁹ Certains éleveurs de la SA4R ont des projets d'accueil de jeunes urbains à la ferme. Ils sont aussi conscients des nouveaux comportements nécessaires à la cohabitation en milieu rural avec des non agriculteurs maintenant largement majoritaires (prévenir les voisins lors des épandages par exemple).

La contractualisation avec la grande distribution donne à l'expérience Aveyronnaise un trait original qui la distingue des positions classiquement hostile des organisations d'agriculteurs face à ce macro acteur. A côté (ou au-delà) des dimensions économiques de ces formes de partenariat, non analysées dans cette communication, il est intéressant d'observer les effets de ces nouvelles formes d'organisation sur le plan des relations sociales et du développement local. Dans une certaine mesure, on pourrait dire que les spécificités de l'engagement économique (valorisation de l'image du produit, contact direct et régulier avec les consommateurs) semblent avoir des effets sur l'image que se font les éleveurs d'eux-mêmes et de leur place dans la société : ils se vivent comme avant tout des entrepreneurs performants (continuité) mais aussi comme devant jouer un rôle pour améliorer l'attractivité de leur territoire, ce rôle ayant étant nécessairement des dimensions politiques et sociales (dans le sens large de « modes de vivre ensemble »).

Cela amène à s'interroger sur les articulations entre rapport aux marchés et politique. La quatrième session du séminaire les Mondes agricoles en politique « Restructuration des filières, diversité des modes de production et consommateurs » (14 janvier 2007) posait la question de cette articulation. Lors de cette session, un intervenant dans le débat estimait que le secteur agricole n'allait pas si mal et qu'un des problèmes était lié au fait que les agriculteurs ne se sentaient plus représentés par leurs organisations : « on est en manque de représentation politique plus que de réalités économiques ». Un des intervenants concluait sur l'importance de penser différemment les liens entre marché et politique en d'endogénéisant le politique avec une approche plus « totale » du marché³⁰. Ces interrogations ouvrent de nouveaux champs de recherche et font écho avec d'autres analyses de portée plus générales sur les transformations de nos sociétés et les nouvelles figures de la modernité.

Réinterroger les catégories classiques de l'économique et du politique

Ulrich Beck cherche à décrypter les mutations du système de la politique dans la société du risque en émergence³¹ : pour lui, le projet de la société industrielle, par la dualité des figures du *bourgeois* et du *citoyen* tend à séparer le politico administratif du technico-économique : « la sphère de la poursuite d'intérêts technico-économique est considérée comme *non* politique (...) cela provoque l'imbrication de deux processus contradictoires d'organisation de la transformation sociale – l'institution de la démocratie politico parlementaire, et l'institution d'une transformation sociale apolitique, non démocratique, légitimée par les maîtres mots de 'progrès' et 'rationalisation' ». Pour Beck, depuis le développement de la 'modernité réflexive', « l'impression de stagnation politique est trompeuse. Elle résulte de ce que l'on réduit le politique à ce qui est *étiqueté* comme tel, aux activités du *système politique* (...) les notions de politique et de non politique deviennent très floues et demandent à être reconsidérées de façon systématique »³².

Beck estime que l'on assiste à *un effacement des frontières de la politique* sous la double influence de la revendication des droits, qui restreignent les marges de manœuvres à l'intérieur du système et de nouvelles aspirations à la participation politique à l'extérieur du système. La perte de pouvoir des Etats n'est pas l'expression d'un renoncement politique mais « le produit d'une démocratie et d'un Etat social accomplis dans lesquels les citoyens savent se servir de tous les médiums de contrôle social et juridique, et de tous les modes de

³⁰ Jean-Marc Touzard, voir l'enregistrement audio du débat, http://www.cevipof.msh-paris.fr/rencontres/smnr/mondes_agricoles/mondes_agricoles.htm

³¹ Beck U, 1986 (2001), *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Paris: Flammarion, 521 pp.

³² *Ibid.*, p 403/404.

participation pour faire valoir leurs intérêts et leurs droits ». L'émergence et le développement des débats et controverses autour des risques et des innovations, traditionnellement cantonnés dans l'espace technico-économique confèrent une nouvelle dimension morale et politique qui jusqu'alors était totalement étrangère à ces domaines. Du coup « les institutions politiques deviennent les administratrices d'une évolution qu'elles n'ont pas planifiée, et sur laquelle elles ne peuvent intervenir, mais dont elles doivent pourtant répondre. D'un autre côté, les décisions prises dans l'économie et la science sont chargées d'un contenu politique effectif que leurs acteurs ne peuvent en aucun cas légitimer »³³.

Convergent avec les analyses de Marcel Gauchet sur l'évolution de nos sociétés démocratiques, Beck estime que « ce n'est pas l'échec mais le *succès* de la politique qui a conduit à la disparition du pouvoir d'intervention étatique et à la délocalisation de la politique (...) ». L'idée d'une autonomisation du champ politique, du « système politique » serait profondément sapée par l'application et la perception des droits démocratiques : « à côté du modèle de la démocratie *spécialisée*, on voit s'affirmer des formes de *nouvelle culture politique* dans lesquelles les divers centres de la subpolitique (le judiciaire, les médias, sphère privée, initiatives citoyennes,...) prennent part au processus de formation de décision politique et de construction politique sur la base des droits fondamentaux dont ils ont conscience »³⁴.

Ainsi, on pourrait analyser l'émergence des nouvelles formes d'organisation (la SA4R en Aveyron), comme de nouveaux espaces d'innovations sociale³⁵, aux multiples dimensions (économiques, politiques, sociales,...). La préoccupation de découvrir les corrélations entre offre politique, supposé stable et lisible, et transformation du monde rural et agricole risque de ne prendre en compte que le sens étroit du politique, qualifié par Beck de système politique, et non les nouvelles cultures politiques ou d'autres formes moins facilement qualifiable de politique mais contribuant néanmoins à recomposer les rapports des individus entre eux dans la société, et donc à produire du sens. Et si les organisations d'agriculteurs, comme beaucoup d'autres collectifs, pouvait être considérées, au-delà de leur utilité immédiate pour leurs membres (dans une approche Olsonienne et pragmatique), comme des espaces sociaux contribuant à produire du sens, et donc du « politique », au sein des sociétés ? Du fait de leur position au cœur de grandes questions de société (développement durable, sécurité sanitaire et alimentaire,...), le monde rural ne pourrait-il pas être considéré comme un lieu spécifique de production de nouvelles formes de la modernité ?

Unité paysanne, pluralisme syndical et pluralité des mondes

Il paraît féconde d'interroger les analyses de la sociologie pragmatique pour chercher à décrypter ces évolutions. L'idée d'une société plurielle avec des cités, chacune régies par une grammaire spécifique³⁶, permet d'envisager de nouvelles lectures des transformations du

³³ *Ibid.*, p 406

³⁴ *Ibid.*, P 419.

³⁵ Penser une organisation comme un collectif en évolution permanente (Latour) évite de se trouver limité par une vision naturaliste des groupes : la SA4R, comme toute organisation, n'est pas « homogène » et sa diversité interne peut, à certains égards, être considérée comme un fragment des tensions et évolutions connues par la société de façon plus globale (voir l'école de la microhistoire). On peut alors voir les organisations comme des espaces sociaux, des lieux de recomposition, des sortes de creuset où s'expérimenterait, dans l'action, de nouveaux ajustements de valeurs.

³⁶ Boltanski L, Thévenot L, 1991, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris: Gallimard, 483 pp. Les auteurs construisent un modèle avec six cités/mondes permettant de caractériser les univers de justification mobilisés par les individus lors de controverses (le monde inspiré, domestique, civique, de l'opinion, marchand et industriel).

monde agricole et de ses institutions. L'émergence du modèle de l'entrepreneur agricole, bien incarné par l'histoire de l'AGPB, peut alors être analysé comme un compromis assez équilibré entre les mondes marchand (performance économique, conquête des marchés,...) et industriel (productivité, innovation, compétence technique). Ce compromis, évoluant probablement au cours de l'histoire, a pu être en phase avec le référentiel modernisateur de l'après-guerre comme avec le référentiel de marché³⁷ depuis les années 1980.

La montée des questions environnementales, de sécurité alimentaire, l'émergence croissante d'une « société du risque » viennent questionner la toute puissance du référentiel de marché avec la notion de développement durable mais aussi l'effritement de la « foi » dans le progrès qu fondait la dimension industrielle du modèle de l'entrepreneur agricole. L'émergence de formes concurrentes au syndicalisme général (confédération paysanne puis coordination rurale) ne semble pas s'accompagner de l'émergence d'un nouveau modèle agricole. Nous serions donc dans un période assez longue de transition, sans qu'émergent clairement de nouvelles formes de représentation des agriculteurs, ni de forme claire de la place de l'agriculture dans la société, les deux étant probablement articulés.

Analysant les transformations récentes du capitalisme, Luc Boltanski et Eve Chiapello tracent les contours d'un troisième esprit du capitalisme, isomorphe avec la mondialisation et le développement des nouvelles technologies³⁸. Pour ces auteurs, les valeurs attachées au marché libre et au capitalisme « débridé » ne peuvent à elles seules mobiliser durablement les individus : « pour maintenir son pouvoir de mobilisation, le capitalisme va donc devoir aller puiser des ressources en dehors de lui-même, dans les croyances qui possèdent, à un moment donné du temps, un pouvoir important de persuasion, dans les idéologies marquantes, y compris quand elles lui sont hostiles »³⁹. Les auteurs proposent alors de construire une septième cité, la cité par projet, illustrant l'importance croissante d'un monde connexionniste où la grandeur serait liée à la capacité des individus à mobiliser des réseaux pour s'engager dans de multiples projets, valorisant leur adaptabilité, leur mobilité. Ainsi, l'adaptation, la flexibilité, l'autonomie, la capacité de mobiliser et d'intéresser les autres dans des projets sont illustratifs des nouvelles formes de déploiement du capitalisme face aux critiques dont il peut faire l'objet.

On pourrait montrer que la SA4R correspond assez bien à cette modélisation des nouvelles formes d'entreprendre (établissement de réseau, capacité à « franchir les distances » par de nouveaux liens avec les consommateurs,...). Cette organisation agricole, avec probablement beaucoup d'autres, pourrait représenter le développement de nouvelles formes de modernité conjuguant performance économique avec responsabilité sociale et politique, par des formes d'engagement multidimensionnelles. Ces recompositions transcendent les clivages syndicaux agricoles et accroissent ainsi la difficile lisibilité des recompositions en cours, tant qu'on conserve un cadre d'analyse s'appuyant sur les clivages d'appareils et privilégiant l'échelle nationale comme entrée dans l'analyse.

L'expérience des éleveurs aveyronnais ne constitue bien sûr qu'un exemple local et on peut s'interroger sur la portée de ce genre d'expérience localisée sur les mécanismes de recomposition des organisations professionnelles agricoles françaises. Une première remarque consiste à dire que ces expériences locales témoignent de processus plus répandus partageant, pour partie, certaines de leurs caractéristiques. On pense d'abord à

³⁷ Jobert B, ed. 1994. *Le tournant néo-libéral en Europe*. Paris: L'Harmattan (Logiques Politiques). 328 pp.

³⁸ Boltanski L, Chiapello E, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris: Gallimard, 843 pp.

³⁹ *Ibid.*, p 59. Ainsi, une partie de la critique des années 1968 a été largement digérée par le capitalisme à travers la valorisation de l'idée d'autonomie, de décentralisation, d'épanouissement dans le travail par rapport aux valeurs domestiques qui privilégiaient plutôt la hiérarchie et la centralisation.

toutes les démarches valorisant l'image des produits et cherchant à incorporer de la valeur par la mobilisation d'actifs liés aux territoires/terroirs. De façon plus générale, c'est la distinction classique entre marchés de masse et marchés ciblés qui valorisent une performance liée à la qualité, la diversité et le dynamisme commercial⁴⁰. Ces nombreuses expériences, qui peuvent se rencontrer dans des réseaux souples d'échanges, ne contribuent pourtant pas directement à la recomposition des institutions agricoles : au mieux, elles entraînent un infléchissement de leurs discours et prises de positions vers plus de « ruralité ».

Une autre remarque consisterait à souligner le rôle croissant que semble jouer le niveau des régions dans l'accompagnement des transformations en milieu rural, en partie stimulées par les dimensions régionales des politiques européennes. Le niveau régional est aussi le lieu de régulations interprofessionnelles dans certaines filières (le lait par exemple). L'existence d'initiatives porteuses localement peut sans doute trouver un écho et un impact plus fort dans le cadre de politiques agricoles et rurales en parties décentralisées.

Enfin, une troisième remarque concerne la question des réformes des institutions d'appui et de services aux agriculteurs. Le foisonnement institutionnel en milieu agricole, particulièrement visible à l'échelle départementale, paraît à l'aube d'un ajustement important du fait de l'écart croissant entre le nombre d'agriculteur, en baisse régulière, et l'offre de service parfois concurrente et pas toujours lisible aux yeux des agriculteurs. Il est aussi probable que de nouvelles formes d'organisations comme la SA4R, par leur dynamisme et leur caractère innovant, jouent indirectement un rôle d'orientation dans les recompositions institutionnelles dans le domaine des services agricoles en facilitant l'établissement de priorités dans le type de service à fournir et leurs modalités de fourniture.

Reste une interrogation importante autour de l'ancrage territorial. Si l'agriculture peut de plus en plus s'affranchir de l'ancrage au territoire⁴¹, les agriculteurs le peuvent beaucoup moins. Les forces du marché tendent à s'exprimer, pour beaucoup de produit, par la généralisation de normes permettant une forte interchangeabilité et la généralisation de marchés de masse. Les processus de *commoditisation* cherchent à généraliser l'indifférenciation. A l'inverse, les processus de *décommoditisation* se traduisent, pour certaines gammes de produits, par l'émergence de normes non forcément liées au territoire (bio). Les nouvelles figures de la modernité valorisent l'adaptabilité et la mobilité. En fondant leur stratégie sur l'ancrage territorial de la production, les acteurs misant sur des Indications géographiques protégées (IGP) ne sont-ils pas dans des stratégies de résistance illusoires face aux nouvelles formes de la modernité ? Sans doute faut-il ici intégrer les analyses mettant en évidence les évolutions des rapports entre les hommes et les territoires, avec notamment l'idée d'une réappropriation des territoires ruraux par la société, sous des formes et avec des attentes diverses (récréatives, résidentielles, patrimoniales,...)⁴². Peut-être aussi peut-on considérer ces nouveaux rapports aux territoires comme des formes de re-localisation contribuant à créer de la confiance et stabiliser des relations spatio-temporelles de plus en plus complexes⁴³ ? La relation de face-à-face entre l'éleveur et le consommateur, la valorisation de l'image du territoire par le développement du tourisme ne sont-ils pas des mécanismes qui instituent le territoire non pas comme un poids affectant la

⁴⁰ Pisani E, Groupe de Seillac, 1994, *Pour une agriculture marchande et ménagère*, Paris: Editions de l'Aube, p 71.

⁴¹ Les bassins de production se succèdent aux terroirs (Hervieu B, 1996, *Les agriculteurs*, Paris: PUF (Que sais-je ?), 126 pp.

⁴² Hervieu B, Viard J, 1996, *Au bonheur des campagnes*, Paris: éditions de l'Aube, 155 pp. ; Pisani E., *op. cit.*

⁴³ Giddens A, 1987, *La constitution de la société*, Paris: PUF (collection Sociologies), 474 pp. et Giddens A, 1994, *Les conséquences de la modernité*, Paris: L'Harmattan, 192 pp.

mobilité mais comme une ressource parmi d'autres dans les stratégies des acteurs⁴⁴ ? Finalement, autour des enjeux environnementaux, de sécurité sanitaire, de développement durable, ne peut-on pas considérer que s'inventent, en milieu rural, des formes de modernité avancée au lieu de voir dans les campagnes l'éternel décalage avec le reste de la société ?

Bibliographie

- Ariaux E, 1978, *La mutation des productions animales bovines en Aveyron de 1950 à 1975 : le syndicalisme en action*, INRA - CORDES, Paris, 131 pp
- Beck U, 1986 (2001), *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Paris: Flammarion, 521 pp.
- Boltanski L, 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris: Les éditions de Minuit, 523 pp.
- Boltanski L, Chiapello E, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris: Gallimard, 843 pp.
- Boltanski L, Thévenot L, 1991, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris: Gallimard, 483 pp.
- Brun G, 2006, *L'agriculture française à la recherche d'un nouveau modèle*: L'Harmattan (Logiques politiques), 346 pp.
- Charvet J-P, 1994, *La France agricole en état de choc*, Paris: Editions Liris, 223 pp.
- Coulomb P, Delorme H, Hervieu B, Jollivet M, Lacombe P, 1990, *Les agriculteurs et la politique*, Paris: Presse de la FNSP, 594 pp.
- Coulomb P, Nallet H, 1980, *Le syndicalisme agricole et la création du paysan modèle*, CORDES, INRA 81 pp
- Dupré J-Y, Yries S, 1991, *La crise agricole*, La documentation française (Notes et études documentaires n°4930), Paris,
- Fouilleux E, 2003, *La politique agricole commune et ses réformes : une politique à l'épreuve de la globalisation*, Paris: L'Harmattan (Logiques politiques), 402 pp.
- Giddens A, 1987, *La constitution de la société*, Paris: PUF (collection Sociologies), 474 pp.
- Giddens A, 1994, *Les conséquences de la modernité*, Paris: L'Harmattan, 192 pp.
- Grossman E, Saurruger S, 2006, "Les groupes d'intérêts au secours de la démocratie ?" in *Revue française de science politique* Vol.56 n°2, pp 299-321.
- Hervieu B, 1993, *Les champs du futur*, Paris: Editions Julliard, 172 pp.
- Hervieu B, 1996, *Les agriculteurs*, Paris: PUF (Que sais-je ?), 126 pp.
- Hervieu B, Viard J, 1996, *Au bonheur des campagnes*, Paris: éditions de l'Aube, 155 pp.
- Jobert B, ed. 1994. *Le tournant néo-libéral en Europe*. Paris: L'Harmattan (Logiques Politiques). 328 pp.
- Lemery B, 2003, "Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture", in *Sociologie du Travail* n°45, pp 9-25.
- Luneau G, 2004, *La forteresse agricole : une histoire de la FNSEA*, Paris: Fayard, 855 pp.
- Pesche D, 2000, *Le syndicalisme agricole spécialisé en France : entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliances*, Paris: L'Harmattan (Logiques politiques), 368 pp.
- Pisani E, Groupe de Seillac, 1994, *Pour une agriculture marchande et ménagère*, Paris: Editions de l'Aube
- Purseigle F, 2004, *Les sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective*, Paris: L'Harmattan, 262 pp.

⁴⁴ François Purseigle montre bien comme le territoire constitue un ressort important dans les logiques de mobilisation des agriculteurs (Purseigle F, 2004, *Les sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective*, Paris: L'Harmattan, 262 pp.).